

Quand FO dénonce l'épargne-retraite tout en gérant Préfon, le plus gros régime facultatif d'épargne-retraite

Article rédigé par *francetvinfo.fr*, le 01 janvier 2020

Source [francetvinfo.fr] La Préfon, c'est un régime d'épargne-retraite par capitalisation, un modèle très décrié par les manifestants. Et surprise, qui trouve-t-on derrière cette structure ? Des syndicats, dont Force Ouvrière.

Dans la rue, les manifestants défendent la retraite par répartition, et disent non à la capitalisation ! Mais l'œil du 20 heures a découvert que certains syndicalistes, présents au milieu des cortèges, gèrent aussi... le plus gros régime de retraite facultatif par capitalisation, tout en la dénonçant.

La retraite par répartition, c'est ce que défendent les manifestants : les actifs paient les pensions des retraités. A l'inverse, ils se méfient de la capitalisation, où chacun épargne pour ses vieux jours. Parmi les plus virulents, il y a les syndicalistes de Force Ouvrière : « *Tous les régimes par capitalisation sont faits pour la haute finance, pour la spéculation,* » dénonce l'un d'eux, au milieu d'un cortège. Pour un autre, la capitalisation, « *c'est l'individualisation avant tout !* » « *C'est le cauchemar,* » renchérit un intérimaire.

Dans un récent communiqué intersyndical, FO fonction publique dénonce la réforme des retraites qui va « *favoriser la capitalisation pour celles et ceux qui en auront les moyens* », et s'y dit « *totalelement et résolument hostile* ». Ce que le syndicat ne mentionne pas dans ces documents, c'est qu'en 1964, il a fondé avec la CFDT, la CFTC et la CGC, moins virulents sur la question, le plus grand régime facultatif par capitalisation de France : la Préfon, la Caisse de Prévoyance de la Fonction Publique.

Aujourd'hui, la Préfon (17 milliards d'euros d'actifs), est toujours gérée par ces quatre syndicats, dans un hôtel particulier du 8ème arrondissement de Paris. Tous les adhérents sont fonctionnaires ou assimilés. Ici, on perçoit leurs cotisations (exonérées d'impôt), qui sont ensuite placées sur les marchés financiers, pour leur assurer une rente complémentaire à la retraite.

« *C'est de l'épargne retraite,* » résume le Directeur Général, Christian Carrega. « *Quelqu'un qui cotise à partir de 30 ans 100 euros par mois, il aura à sa retraite environ 200 euros.* » Un système d'épargne-retraite individuelle... exactement ce que dénonce Force Ouvrière dans ses tracts. Une prise de position qui embarrasse Denis Lefebvre, le président de Préfon : « *ils sont libres de leurs positions si vous voulez, mais ça n'interfère pas dans la vie de la Préfon dont ils savent que c'est un bon produit.* »

Le syndicat Force Ouvrière assume-t-il cette contradiction ? Pour lui, tout est la faute de l'Etat : en ne prenant pas en compte les primes des fonctionnaires dans le calcul de leur retraite, il aurait contraint le syndicat à développer la capitalisation.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

01/01/2020 07:00